

Communiqué

Lutter contre l'insécurité sociale

jeudi 2 novembre 2006, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 25 octobre 2006).

Un an après la mort tragique de Zyed et Bouna, rien n'a changé dans les cités et les quartiers populaires. Restriction de crédits aux associations, suppression d'emplois qui touche l'éducation nationale dans le budget 2007, apprentissage à 14 ans dans la loi Borloo qui par ailleurs privilégie l'accession à la propriété plutôt que le logement social. Les zones franches c'est tout bénéfice pour les entreprises sans obligation d'embaucher les jeunes des cités. La plaie du chômage de masse n'est pas prête d'être refermée. Quant à Sarkozy, il met en pratique le traitement policier de la crise sociale avec battage médiatique et caméras à l'appui.

Il est temps de retrouver les voies d'une riposte d'ensemble associant l'ensemble des quartiers, des associations et des organisations qui les soutiennent.

C'est pourquoi, la LCR soutient les manifestations des 25 octobre en direction de l'Assemblée nationale et du 27 octobre au départ de la mairie de Clichy-sous-Bois, organisées par les associations « Aclefeu » et « Au-delà des mots ».

Un an après, la LCR maintient son exigence d'un loi d'amnistie pour les jeunes condamnés lors de la révolte sociale de 2005. Il faut un plan d'urgence social pour les quartiers qui mettent au centre l'emploi, le logement, la formation, le développement et l'extension des services publics, le rétablissement et l'augmentation des subventions aux associations de terrain et aux politiques de prévention.